



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 27 décembre 2016 (9^{ème} séance)

Délibération n° COM 2016-12-09/109

OBJET: Modalités de réalisation de la plateforme multifilières du SYVADE et engagements financiers

L'an deux mille seize, le vingt-sept décembre à 12h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie d'Anse-Bertrand sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt (20)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épouse ARPHIXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

Mme SERMANSON Sylvia à M. ANZALA Jean
M. MANICOM Grégory à Mme LOUIS CARABIN Gabrielle

CONSEILLERS EXCUSES : Six (6)

Mme ARMOUGON Betty, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme GUILLAUME Stella, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme RAMASSAMY Yvelle.

CONSEILLERS ABSENTS : Huit (8)

M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, M. HUBERT Jean-Marie, M. MARCEL Edmond, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent.

A été élu secrétaire de séance : M. SIOUMANDAN Rénalt

Le quorum requis étant atteint, le Bureau Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'Agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu les statuts du SYVADE ;

COURRIER ARRIVÉ LE

02 FEV. 2017

S/PREFECTURE DE POINTE-A-PITRE

Considérant que tenant compte de la fin de durée de vie de la décharge de la Gabarre, le SYVADE doit se doter d'un outil performant et moderne, une plateforme multifilières, pour traiter les déchets ménagers et assimilés de ses membres.

Considérant qu'en 2015 le SYVADE a retenu l'offre de VINCI Concessions pour un coût prévisionnel de construction de 189.9 M € HT et un montant global de 215.7 M € HT.

Considérant que les engagements des parties prenantes doivent être validés dans la phase de mise au point du contrat de partenariat en cours avant la signature définitive entre VINCI et le SYVADE.

Considérant qu'à ce jour, le SYVADE vient de demander à VINCI une cinquième prolongation de son offre technique et financière jusqu'au 15 janvier 2017.

Considérant qu'afin de maintenir ses engagements, VINCI souhaite avoir plus de visibilité sur l'engagement réel de toutes les parties prenantes (Département, région, SYVADE et ses membres).

Considérant que le Conseil Régional et le Département ont sollicité le SYVADE pour avoir une confirmation formelle de ses membres sur leur soutien et engagement financier sur le projet.

Le Bureau Communautaire OUI l'exposé du Président, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité

DECIDE

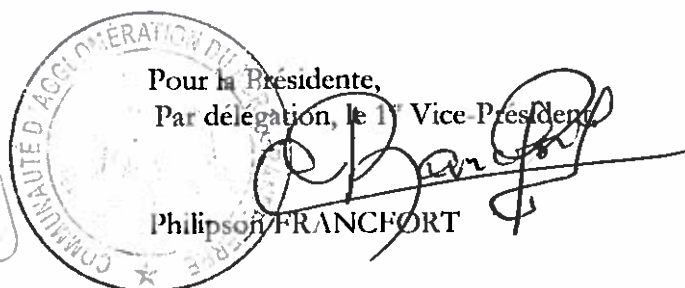
ARTICLE 1 : D'affirmer le soutien et l'engagement financier de la CANGT pour la réalisation du projet de plateforme multifilières porté par le SYVADE.

ARTICLE 2 : D'autoriser la Présidente à signer tous les documents y afférents.

ARTICLE 3 : le Directeur Général de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, de Le Moule, Morne-à-J'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable Public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.